

73.04.03 Contrats Natura 2000

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements non productifs
Base réglementaire : article du PSN	Article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	Contrats Natura 2000
Indicateurs de résultats associés	R27 : Performances liées à l'environnement ou au climat grâce à des investissements dans les zones rurales : Nombre d'opérations contribuant au développement durable, à l'atténuation du changement climatique et aux objectifs d'adaptation à celui-ci dans les zones rurales.
Indicateurs de réalisation associés	O23 : Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements non productifs, en dehors des exploitations agricoles
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Le réseau européen Natura 2000 permet de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles régionales.</p> <p>Natura 2000 contribue à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restaurer et maintenir la qualité des paysages et des milieux naturels, forestiers et agricoles ; - Favoriser les continuités écologiques (trame verte et bleue) ; - Restaurer et maintenir la qualité des milieux aquatiques et des cours d'eau ; - Encourager les pratiques agro écologiques ; - Encourager la prise en compte des risques de dégradation des sols dans la gestion forestière. <p>Les contrats Natura 2000 sont des actions de préservation ou de restauration de milieux, conclus pour des parcelles incluses ou partiellement incluses dans des sites Natura 2000, désignés ou en cours de désignation. Ils contiennent des engagements qui visent à assurer le maintien, ou le rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces qui justifient la désignation du site ; ils sont conformes aux orientations de gestion et aux cahiers des charges définis dans les Documents d'objectifs (DOCOB) validés.</p> <p>Les contrats Natura 2000 non agricoles rémunèrent la réalisation d'interventions non productives, ainsi que certains manques à gagner et surcoûts liés à des</p>

	<p>pratiques de gestion visant le maintien, l'entretien, la restauration ou la réhabilitation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire dans les milieux forestiers (ex : maintien d'arbres sénescents, restauration de mares forestières, ...) ou ouverts, hors cadre de production agricole (ex : restauration de milieux ouverts par débroussaillage, entretien de ripisylve, ...).</p> <p>Pour les actions liées à la production agricole, les contrats Natura 2000 prennent la forme d'engagements agroenvironnementaux qui ne sont pas inclus dans cette fiche.</p> <p>La mise en œuvre de ces actions permet de contribuer à l'atteinte des objectifs fixés par l'Union européenne dans sa Stratégie en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 et dans le Pacte vert.</p> <p>Le présent dispositif concerne les sites Natura 2000 terrestres ou mixtes majoritairement terrestres de Nouvelle-Aquitaine. Les sites Natura 2000 marins et mixtes majoritairement marins sont exclus.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	Mai 2023
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	Toute personne physique ou morale, publique ou privée, titulaire de droits réels et personnels lui conférant la jouissance des terrains inclus dans le site Natura 2000, espaces maritimes ou terrestres sur lesquels s'applique la mesure contractuelle.
Conditions d'éligibilité	<p>Les opérations portent sur les sites Natura 2000 désignés ou proposés à la Commission Européenne (sites d'importance communautaire, propositions de sites d'importance communautaire, zones de protection spéciales ou zones spéciales de conservation).</p> <p>Les contrats Natura 2000 interviennent une fois que le DOCOB du site Natura 2000 a été validé. Seules les actions prévues dans le DOCOB du site Natura 2000 sont éligibles.</p>
Coûts éligibles	<p>Les actions sont menées en régie et/ou en prestations externes. Les coûts éligibles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses de personnel, - Les dépenses de déplacement et de mission, - Les coûts indirects, - Les prestations de service, - Les fournitures et équipements directement et

	intégralement liés à l'opération.
Inéligibilités	<p>Sont inéligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actions qui ne sont pas directement et intégralement liées aux contrats Natura 2000 ; - Les actions non prévues dans le DOCOB du site. <p>D'autres inéligibilités en termes de dépenses et de bénéficiaires pourront être instaurées, celles-ci seront précisées dans les documents de mise en œuvre le cas échéant.</p>
Eligibilité temporelle des dépenses	Ces éléments seront précisés dans les documents de mise en œuvre.
Eligibilité géographique	<p>Les parcelles concernées doivent être localisées sur le territoire de l'autorité régionale.</p> <p>Les cas particuliers des contrats proposés sur des parcelles situées de part et d'autre de la limite entre deux régions, sont précisés dans les documents de mise en œuvre.</p> <p>Les parcelles doivent être sur un ou des sites Natura 2000 terrestres ou mixtes majoritairement terrestres (site dont la surface terrestre est supérieure à 50% selon donnée INPN liée à la limite terre/mer).</p>
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Pour éviter tout double financement, des contrôles croisés seront organisés selon le type d'actions soutenues. Des précisions seront apportées dans les documents de mise en œuvre de ce dispositif.
Ligne de partage FESI	<p>Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement.</p> <p>Le FEDER peut intervenir sur les actions menées en zones Natura 2000, exceptées celles effectivement financées par le FEADER : élaboration, révision et animation des documents d'objectifs Natura 2000 (DOCOB), contrats Natura 2000.</p>
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection <u>priorisation</u>	<p>Conformément au RUE 2021-2115 art 79, cette intervention peut ne pas faire l'objet d'une sélection.</p> <p>Pour autant, une sélection <u>priorisation</u> des dossiers pourra être menée selon les conditions fixées dans l'AAP et basée notamment sur le principe de sélection <u>priorisation</u> lié à l'efficacité du projet sur la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.</p>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	Non
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux maximum d'aide publique : 100%
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	80%

Commenté [LC1]: Justification modification: mise en adéquation de la rédaction de la fiche PSR et du fonctionnement du dispositif qui procède à une priorisation des projets sans seuil de sélection.

Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Principal : Région Nouvelle-Aquitaine Ponctuels : Collectivités territoriales, Agences de l'eau, Etat.
5. Calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	Pas de plancher
Plafonds (en dépenses éligibles)	Des plafonds peuvent être définis, en raison de l'application d'options de coûts simplifiés.
Modalités de versement	Avance, acompte, solde. Les modalités d'application sont précisées dans les documents de mise en œuvre.
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de personnel : application de barèmes standards de coût unitaire (coûts horaires) distinguant trois catégories de postes : "cadres" ; "hors cadres" ; "stagiaires". - Coûts indirects : taux forfaitaire de 15% appliqué sur le montant de dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire. - Frais de déplacement : taux forfaitaire de 5,5% appliqué sur le montant de dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire. - Barème dépenses de travaux (fournitures, équipements, prestations externes): des barèmes définis par l'autorité administrative seront mobilisables pour certaines actions des contrats. <p>Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Les frais d'études et de suivi de l'opération sont éligibles dans la limite de 12% du montant total du dossier hors études et frais de suivi de l'opération.
Réglementation aides d'Etat	Les actions entrant dans le champ concurrentiel (analyse au projet) s'appuieront sur un des deux régimes suivants : Régime cadre exempté de notification N°SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026 ou SA.108225 - Aides en faveur des zones rurales cofinancées par le FEADER ou octroyées en tant que financement national complémentaire.
Maintien des dépenses	Non concerné